

Pour un Brexit qui protège les emplois, les droits et une Europe sociale pour tous

Les syndicats de l'industrie sont favorables à la poursuite des relations économiques et sociales entre l'Union européenne et le Royaume-Uni

Document adopté par la XI^e réunion du Comité exécutif d'industriAll Europe
Londres, 7 juin 2017 | IndustriAll 81/2017

En juin 2016, le résultat du référendum britannique sur l'adhésion à l'Union européenne, qui a abouti à une courte majorité en faveur d'une sortie de l'UE, a provoqué une onde de choc dans toute l'Europe et au-delà. Il a déclenché une crise politique qui, à défaut d'une gestion rigoureuse, pourrait rapidement se transformer en une crise économique et sociale dans les prochaines années. IndustriAll Europe est persuadée que le Brexit constitue une menace non seulement pour tous les travailleurs britanniques, mais aussi pour les travailleurs de toute l'Europe et, de ce fait, pour l'avenir même de l'UE.

Le Brexit peut aussi être vu comme un symptôme de l'évolution inquiétante d'un conservatisme néo-libéral de droite vers un nationalisme populiste dans toute l'Europe, mais aussi au-delà, comme l'a démontré l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis. Il est plus important que jamais qu'en tant que porte-parole des travailleurs de l'industrie, nous luttons pour les valeurs fondamentales que nous représentons, à savoir l'égalité et la solidarité. Ce sont sur ces valeurs que repose la position d'industriAll Europe à l'égard du Brexit. IndustriAll Europe et ses organisations affiliées s'engageront pendant tout le processus du Brexit pour que les intérêts des travailleurs soient une priorité absolue.

IndustriAll Europe est convaincue que la meilleure solution est la poursuite d'un libre-échange sans droits de douane et sans barrières entre le marché unique de l'UE et le Royaume-Uni tout en s'assurant que le Royaume-Uni ait accès au marché unique seulement s'il respecte les droits, les responsabilités et les libertés qui en découlent. Quelle que soit la manière dont les Britanniques ont voté, personne n'a voté pour la perte de son emploi, de ses droits à l'emploi ou de sa protection sociale. L'Europe traverse une période critique et la voix des travailleurs doit être entendue.

Malgré le Brexit, les liens entre l'UE et le Royaume-Uni doivent rester étroits

Alors que le Royaume-Uni pourrait quitter l'Union européenne, la solidarité du mouvement syndical européen reste forte en tenant pleinement compte des travailleurs britanniques. Les travailleurs des deux côtés de la Manche ont les mêmes inquiétudes quant à l'avenir et partagent des principes communs. C'est dans cet esprit que toutes les organisations affiliées à industriAll Europe

présentent ce document qui décrit les principales revendications syndicales à respecter afin d'éviter tout dommage économique pour l'UE et le Royaume-Uni et, surtout, afin de préserver les emplois durant la période de désaffiliation à venir.

La nouvelle forme de relations entre le Royaume-Uni et l'UE aura un impact important sur le futur visage de l'économie et de la société de l'Europe. Plusieurs modèles différents ont été proposés en remplacement de la pleine adhésion du Royaume-Uni à l'UE : l'accès au marché unique dans tout l'EEE, à l'exemple de la Suisse et de la Norvège, une union douanière comme elle existe actuellement avec la Turquie, ou encore un « Brexit dur » s'appuyant sur les règles de l'OMC. Une autre alternative serait que les négociations sur le Brexit se terminent par la mise en place d'un nouvel accord commercial bilatéral entre l'UE et le Royaume-Uni, semblable à l'AECG signé avec le Canada. La négociation de nouveaux accords commerciaux avec l'UE et des pays tiers est un processus long et complexe où les intérêts des travailleurs sont rarement la priorité absolue des parties impliquées (il a fallu 7 ans à l'UE et au Canada pour conclure l'AECG). Si cela devait être le cas, **industriAll Europe réclamerait de fortes mesures de protection « anti-dumping » et des mesures contre tout nivellement vers le bas des droits des travailleurs, des protections environnementales ou des normes des deux côtés.**

La position de négociation actuelle du gouvernement britannique, exposée par Theresa May lors de son discours à la Lancaster House a inutilement exclu une série de compromis. IndustriAll Europe incite vivement tous les partenaires impliqués dans les négociations du Brexit à faire preuve de prudence et à s'abstenir d'adopter des positions extrêmes. Le pire scénario serait la rupture ou la fin de ces négociations sans la conclusion d'un accord, ce qui conduirait à un « Brexit dur » avec des conséquences néfastes et imprévisibles pour l'industrie européenne et ses travailleurs.

Non à un Brexit servant de justification à une nouvelle déréglementation

IndustriAll Europe ne laissera pas les dirigeants politiques européens préférer l'idéologie à la protection des intérêts des travailleurs et s'appliquera à faire appliquer les normes réglementaires les plus élevées en Europe, en particulier en matière de droits des travailleurs, de protection des consommateurs et de l'environnement. Le calendrier des négociations du Brexit est incroyablement court. A partir du déclenchement de l'Article 50, il ne prévoit qu'une période de deux ans pour conclure toutes les négociations en découlant et, lorsque le Royaume-Uni sera sorti, les dispositions du Traité sur la libre circulation des travailleurs, des services, des capitaux et des biens ne seront plus d'application au Royaume-Uni, qui ne fera alors plus partie d'un système juridique supranational, caractérisé par son effet d'application direct et sa suprématie. La CJE (Cour de Justice européenne) sera privée de la compétence de faire appliquer le droit communautaire au Royaume-Uni. Par ailleurs, le Royaume-Uni ne sera plus représenté à Bruxelles et sera privé de la possibilité d'influencer les processus décisionnels dans son propre intérêt.

A moins de conclure un accord durant le processus de négociation, les travailleurs britanniques et de l'UE connaîtront une série de changements majeurs. Avant tout, la libre circulation des travail-

leurs ne s'appliquera plus à la Grande-Bretagne, ce qui donnera lieu à un flou juridique pour des millions d'Européens. Actuellement, 3,3 millions de ressortissants de l'UE vivent au Royaume-Uni, dont 2,1 millions y travaillent. Près de 1,2 millions de citoyens britanniques vivent dans l'UE. **IndustriAll Europe appelle donc toutes les parties prenantes à s'abstenir d'utiliser les travailleurs migrants comme un élément de marchandage durant le processus de négociation et à accorder immédiatement un droit de séjour illimité aux citoyens de l'UE au Royaume-Uni et aux ressortissants britanniques dans l'UE.**

Une part importante de la législation britannique sur le travail provient de directives communautaires couvrant, par exemple, la législation sur la santé et la sécurité, les travailleurs à temps partiel, les droits anti-discrimination, l'égalité salariale, les droits liés à la maternité/paternité, le congé parental, les comités d'entreprise européens (Directive TICE) et les licenciements collectifs. Cependant, ce sont les modifications ou même l'abolition de la directive sur le temps de travail, la directive sur les travailleurs intérimaires et la directive sur les droits acquis (TUPE) qui présentent le plus grand risque pour les travailleurs à court terme, parce qu'elles se traduiraient par une réduction des coûts du travail. IndustriAll Europe réclame que les protections en matière d'emploi, durement acquises, soient préservées dans les négociations. **Nous n'accepterons pas une situation où les différences en matière de droits des travailleurs et de droits sociaux contribuent à créer des conditions de concurrence inégales à travers l'Europe.**

Le 15 janvier 2017, le Chancelier britannique de l'Echiquier, Philip Hammond, a déclaré à la presse que le Royaume-Uni, s'il ne parvenait pas à obtenir l'accès au marché unique ainsi que des contrôles de l'immigration, serait contraint de « changer son modèle économique » afin de rester compétitif sur les coûts, ce qui signifie qu'il pourrait commencer à offrir des conditions plus avantageuses que l'UE en termes de taxation, et de droits sociaux et environnementaux.

A titre d'exemple récent, le gouvernement britannique a assuré à Nissan que ses coûts commerciaux n'augmenteraient pas à la suite du Brexit. Cependant, on ne sait pas encore clairement ce que ces assurances pourraient contenir : des aides aux investissements (qui ne peuvent pas établir de distinctions entre les entreprises et les secteurs), la déréglementation des marchés de l'emploi, des zones de libre-échange, des subventions à l'exportation (interdites par l'OMC), la réduction des impôts sur les sociétés (compensée par des réductions dans le système de sécurité sociale), ou l'assouplissement monétaire destiné à maintenir la livre sterling à un niveau artificiellement bas, sont autant de possibilités qui auraient de graves conséquences négatives sur les travailleurs ordinaires au Royaume-Uni – mais aussi dans l'Union européenne, car cela constituerait une subvention directe de l'Etat et une concurrence déloyale.

IndustriAll Europe condamne la menace du gouvernement britannique visant à faire du Royaume-Uni une économie offshore avec un bas niveau de taxes, de droits et de salaires s'il n'obtenait pas un accord satisfaisant suite aux négociations sur le Brexit. Cela nuirait immédiatement et directement aux travailleurs britanniques et indirectement également aux travailleurs de l'UE. La menace du Royaume-Uni de transformer le pays en paradis fiscal en cas de « Brexit dur » n'est pas seule-

ment une menace pour le modèle social-économique de l'UE mais pourrait aussi avoir de graves conséquences dans toute l'UE. L'intention déclarée du Royaume-Uni de quitter le marché unique pourrait déclencher une course vers le bas afin d'attirer les investissements étrangers. Une course qui inclurait une réduction des taxes, des réglementations et des droits des travailleurs, qui sont considérés comme une charge financière pour les entreprises. L'UE pourrait alors être sous la pression de réagir, provoquant ainsi un cercle vicieux d'événements dans lequel tous les travailleurs seraient perdants.

IndustriAll Europe résistera à cette vision du Royaume-Uni présenté comme le Panama de l'Europe et continuera de lutter en faveur d'une Europe sociale plus forte au sein de l'UE. Il n'y a aucun intérêt pour personne en Europe à convertir un grand pays avec une population considérable en un paradis fiscal déréglementé.

Un Brexit négocié doit reposer sur le meilleur accord possible pour tous les citoyens et travailleurs européens. Il n'y a pas d'obstacle juridique à une prolongation des droits existants au Royaume-Uni si les législateurs le désirent¹. Après le Brexit, ces droits devront être imposés par les tribunaux nationaux. C'est au Parlement britannique de définir et de décider des modalités. **IndustriAll Europe soutient le maintien et le renforcement des droits sociaux et environnementaux britanniques, sur la base d'une convergence durable avec la réglementation de l'UE, même après le Brexit.**

Pas d'affaiblissement du dialogue social et de la démocratie sur le lieu de travail

IndustriAll Europe s'est toujours fortement engagée en faveur de la défense et de la promotion d'un modèle de gouvernance d'entreprise qui donne davantage la parole aux travailleurs dans la stratégie des entreprises. **Le droit des travailleurs à l'information et consultation sur les décisions des entreprises et leurs conséquences sociales potentielles est un droit fondamental. IndustriAll Europe condamnera toute tentative de remettre en question ces droits ou de les utiliser comme élément de marchandage dans les discussions sur le Brexit.** Les droits existants découlant du droit communautaire devront non seulement être conservés et protégés (ex : réglementations ICER et TUPE), mais le Royaume-Uni doit rester en phase avec les normes réglementaires les plus élevées. Aujourd'hui déjà, les entreprises multinationales ignorent les frontières nationales et profitent d'un « acquis » social et fiscal communautaire incohérent. Des disparités supplémentaires entre le Royaume-Uni et le reste de l'Europe ne feraient qu'attiser une concurrence réglementaire sévère entre pays, qui pourrait bénéficier aux entreprises multinationales au détriment des travailleurs dans toute l'Europe.

IndustriAll Europe ne laissera pas les entreprises multinationales utiliser le Brexit comme prétexte pour adopter et mener des politiques de l'emploi destinées à mettre les travailleurs et les sites en concurrence les uns contre les autres. La solidarité transnationale sous la forme d'une stratégie

¹ Les règles de l'UE à effet direct devraient être mises en œuvre pour la première fois.

syndicale européenne harmonisée continuera d'être notre réponse à toute pression exercée par de telles pratiques commerciales. Par conséquent, il est extrêmement important de garantir l'approche syndicale coordonnée que nous avons construite au cours des années dans de nombreuses entreprises multinationales grâce à la représentation des travailleurs dans les comités d'entreprise européens (CEE) ainsi que dans les comités d'entreprise et les conseils d'administration d'entreprises régies par le Statut de la société européenne (CE-SE et conseil de SE). **IndustriAll Europe a déjà commencé son travail auprès de tous les CEE et SE qui sont concernés par son champ d'application, afin de s'assurer que la participation et les droits des représentants du Royaume-Uni soient garantis.** En outre, nous ne laisserons pas des employeurs sans scrupules utiliser le Brexit pour lancer un nivellement vers le bas des conditions de travail. Lorsque les entreprises multinationales dans le Royaume-Uni post-Brexit devront chercher une nouvelle base juridique pour leurs CEE, **industriAll Europe s'assurera que le choix du nouveau droit national applicable soit guidé par des critères objectifs et pas seulement par la volonté de passer à un pays ayant des normes faibles.**

Le dialogue social, l'implication et la participation des travailleurs, les négociations ainsi que de solides structures de représentation des travailleurs sont toutes essentielles à une anticipation adéquate et à une gestion socialement responsable du changement qui profite à tous. Au vu des risques de restructuration du secteur de la fabrication en raison d'un changement de stratégie des entreprises multinationales au vu du Brexit, **industriAll Europe n'acceptera pas que les droits transnationaux d'information, de consultation et de participation soient affaiblis.**

IndustriAll Europe représente les intérêts de tous les travailleurs européens dans les comités de dialogue social mis en place avec des organisations d'employeurs au niveau européen dans de nombreux secteurs : Métal, Acier, Papier, Construction navale, Textile & Habillement, Chaussures, Tannage/Cuir, Electricité, Gaz, Industries extractives et Industries chimiques. **IndustriAll Europe appellera la Commission à garantir que les intérêts des travailleurs britanniques continuent d'être représentés dans ces organes, afin qu'ils restent associés au dialogue social au niveau européen.**

Les avantages apportés par le marché unique aux chaînes d'approvisionnement industrielles européennes doivent être conservés après le Brexit

Comme stipulé dans le manifeste d'industriAll Europe de 2014, les travailleurs européens de l'industrie restent convaincus que « l'industrie a un avenir en Europe et que la politique industrielle est une pierre d'angle de la politique économique. »

Le Brexit est un vrai risque en la matière. Beaucoup de choses ont été écrites concernant les impacts économiques potentiels qu'une sortie de l'UE et la perte d'accès au marché unique pourraient avoir pour le Royaume-Uni. Cependant, ces risques concernent toute l'Europe. Les chaînes d'approvisionnement intégrées et le commerce au sein du marché unique sont les principales caractéristiques des industries manufacturières européennes.

La libre circulation des marchandises au sein de l'UE est garantie par des mécanismes tels que la reconnaissance mutuelle, les « exigences essentielles » imposées aux produits et les « normes européennes harmonisées », fixées, pour le compte de la Commission européenne, par les organismes européens de normalisation (CEN/Cenelec, ETSI), afin d'établir la conformité à ces exigences. Dans plusieurs secteurs couvrant des marchandises à risque plus élevé (comme les produits chimiques), il existe des normes réglementaires plus détaillées (y compris l'octroi de licences ou les tests). Une sortie de l'UE signifie que le Royaume-Uni abandonne ce cadre réglementaire, un cadre commun qui a, à bien des égards, été le moteur du développement industriel à travers l'Europe. Cela signifie aussi qu'il sortira de l'Union douanière, ce qui impliquera des coûts administratifs plus élevés pour les échanges commerciaux, tels que l'application des règles d'origine, les taxes à la valeur ajoutée, des contrôles douaniers physiques et des évaluations de conformité.

Le Royaume-Uni ne fera également plus partie des nombreux accords de libre-échange de l'UE. A défaut d'un nouvel accord avec l'UE, les droits de douane sur les exportations britanniques vers l'UE seront basés sur les droits de douane standards de la nation la plus favorisée (NPF) de l'UE, et ce en comparaison au taux de droits de douane nul actuellement. En vertu des règles NPF de l'OMC, le droit de douane moyen s'élève à environ 3%, mais pour les voitures (10%) et les produits transformés, des droits de douane sensiblement plus élevés s'appliquent, ce qui pourrait menacer des dizaines de milliers d'emplois.

Le Brexit risque aussi de nuire aux chaînes d'approvisionnement de l'UE- Royaume-Uni. Au cours des dernières décennies, l'économie britannique est devenue une partie intégrante des chaînes de production européennes et mondiales dans de nombreux secteurs, en particulier pour l'automobile, l'aérospatiale, les équipements électriques, les produits chimiques et pharmaceutiques. Près de la moitié des importations et des exportations de produits intermédiaires du Royaume-Uni se font avec d'autres pays de l'UE. Souvent, des pièces et des composants (tels que les ailes d'avions Airbus) traversent plusieurs fois les frontières. Ces secteurs sont très importants pour l'UE mais absolument essentiels pour le Royaume-Uni puisqu'ils représentent près de la moitié de la production industrielle du pays. Mettre des entraves à ces chaînes d'approvisionnement augmentera les coûts de production, avec un risque réel de perturber ces réseaux de distribution sophistiqués, qui menacera les emplois des travailleurs européens de l'industrie.

En outre, le Royaume-Uni a été un aimant pour les investissements directs étrangers (IDE), la plupart venant d'Etats membres de l'UE. Pour un grand nombre de ces IDE, l'accès au marché unique de l'UE constitue la principale préoccupation en cas d'investissement au Royaume-Uni. Sans cet accès, le Brexit pourrait supprimer les afflux d'IDE notamment en provenance de l'UE, ce qui se traduirait par une baisse des investissements, une baisse du capital-actions et un impact négatif sur l'innovation et la productivité. Réciproquement, l'attractivité du marché unique européen réside dans sa taille. S'il est amputé de 60 millions de personnes, les entreprises internationales auront moins de raisons d'investir dans l'UE plutôt que d'autres régions du monde, avec les mêmes conséquences négatives.

Des obstacles commerciaux similaires pourraient être mis en place pour les entreprises de l'UE exportant vers le marché britannique. Une hausse des barrières tarifaires et non tarifaires avec l'UE conduirait à une baisse des échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et l'UE (EEE). En cas de « Brexit dur », cette situation ne pourrait être surmontée qu'en concluant une entente commerciale bilatérale.

Le risque que le Brexit entraîne de telles barrières commerciales à travers la Manche inquiète industriAll Europe. C'est la raison pour laquelle nous sommes fermement convaincus qu'un accès mutuel **sans droits de douane et sans barrières aux marchés de l'Union européenne et du Royaume-Uni, dans le respect des devoirs en découlant, doit être l'objectif de toutes les parties durant les négociations sur le Brexit.**

La montée du racisme et de la xénophobie est inacceptable

Un de nos principes fondamentaux veut qu'une attaque contre l'un est une attaque contre tous. Cela signifie qu'**industriAll Europe s'engage à s'opposer à toute forme de racisme, de xénophobie, de préjugé ou de division sectaire sur nos lieux de travail et dans toute la société européenne en générale.**

Les nationalistes d'extrême-droite ont alimenté la division et la méfiance dans de nombreux pays européens, et le débat sur le Brexit n'en a été qu'un exemple extrême, avec les partisans d'une sortie de l'UE attaquant et dénigrant les travailleurs migrants qui ont tellement contribué à soutenir les services publics et les communautés au Royaume-Uni.

Les problèmes qui ont été imputés à l'immigration sont de la responsabilité de gouvernements obsédés par l'austérité, qui ont réduit de manière drastique les services publics, et d'employeurs sans scrupule cherchant à exploiter les personnes les plus vulnérables dans nos sociétés.

En réponse au Brexit mais aussi au vu des dangers du populisme d'extrême-droite en Europe, **industriAll Europe continuera à lutter en première ligne pour que la solidarité triomphe sur la division.**

Le racisme qui sévit en Europe repose sur la déshumanisation. En tant que syndicats, nous rejetons cette pratique et nous défendrons et protégerons toujours les droits de l'homme.

Non aux égoïsmes nationaux – Un bon accord est dans l'intérêt de tous

Tous les Etats membres ont profité des importantes retombées économiques liées à leur adhésion à l'UE, grâce à une plus grande ouverture de leurs économies et à la promotion du commerce et des investissements. Ceci est particulièrement important pour l'industrie manufacturière avec ses chaînes d'approvisionnement sophistiquées, des niveaux élevés de R&D et des processus de production perfectionnés.

L'impact de « Rendre le contrôle à la Grande-Bretagne » (la version américaine de « Rendre sa grandeur à l'Amérique ») sur l'emploi industriel se manifesterait par le biais des canaux du commerce et des investissements. La réintroduction de barrières tarifaires et non tarifaires, ainsi que l'augmentation des différences dans la réglementation affecteront les volumes commerciaux et les investissements. Les barrières non-tarifaires constituent en particulier un obstacle commercial majeur pour l'industrie manufacturière. Le Brexit entraînera aussi des coupes dans les chaînes d'approvisionnement industrielles. Moins d'échanges signifie automatiquement moins de production, du désinvestissement, moins d'économies d'échelle, la perte de productivité, moins d'investissements, moins d'innovation, une baisse de rentabilité, une pression sur les salaires, etc.

Pour le Royaume-Uni, *« Les conclusions de ce document sont claires : aucune des alternatives ne soutient les échanges commerciaux et n'exerce d'influence sur la scène mondiale de la même manière que l'adhésion durable à une UE réformée ; et toutes vont de pair avec des coûts économiques importants qui affecteront les entreprises, les emplois, les modes de vie et nos finances publiques pendant les décennies à venir. Pour le dire simplement, les familles seront dans une situation nettement moins favorable si la Grande-Bretagne quitte l'UE »*, Chancelier de l'Echiquier, le Trésor de Sa Majesté, *l'impact économique à long terme de l'adhésion à l'UE et les alternatives'*, avril 2016, p.5.

Une UE réduite ne sera pas épargnée par les impacts négatifs. Selon l'OCDE, le PIB de l'UE sera négativement affecté par le Brexit. D'ici 2020, la croissance économique baissera de 1% par rapport au scénario de référence, en raison principalement de la baisse des exportations au Royaume-Uni (un problème qui est encore plus marqué pour les Etats membres qui enregistrent un excédent d'exportations avec le Royaume-Uni). Cette baisse risque d'être alimentée par le faible taux de change durable de la livre sterling.

Les autres facteurs qui pourraient avoir un impact négatif éventuel sur l'UE sont entre autres :

- La longue incertitude concernant les nouveaux accords conclus entre l'UE et le Royaume-Uni pourrait se traduire par un report des investissements et des recrutements,
- L'augmentation de la prime de risque sur les produits financiers en raison de ce qui précède mais aussi en raison de la plus grande fragmentation des marchés financiers (rôle réduit de la City),
- La rupture des chaînes de valeur industrielles, comme mentionné plus haut,
- Sans le Royaume-Uni, l'UE sera un partenaire commercial moins attrayant et elle perdra une partie de son poids politique dans les négociations commerciales,
- Le Royaume-Uni était un contributeur net au budget de l'UE, l'écart devant être comblé avec une baisse des dépenses ou une augmentation des cotisations,
- La perte générale de pouvoir politique au niveau mondial.

En outre, le Brexit risque de renforcer les forces centrifuges au sein de l'UE car il intensifiera les doutes concernant l'avenir du marché unique et de l'Euro, et pourrait provoquer davantage d'agitation politique alimentée par les partis populistes.

L'ampleur de l'impact dépendra cependant du modèle spécifique de Brexit. A cet égard, l'option d'un Brexit « dur », à savoir la sortie de l'UE et la conclusion d'un accord de libre-échange, est réellement la pire issue possible pour les travailleurs au Royaume-Uni et à travers l'UE.

IndustriAll Europe fera pression sur le gouvernement, les employeurs et autres parties prenantes pour défendre les points suivants dans les négociations du Brexit :

- **Un accès mutuel permanent, sans droits de douane et sans barrières entre le marché unique de l'UE et le Royaume-Uni, avec une pleine compatibilité des exigences (en matière de sécurité, d'environnement et autres) imposées aux produits et processus afin d'assurer une concurrence équitable**
- **La protection de la législation sur la santé et la sécurité, de la législation sociale et des droits d'information & de consultation pour tous les travailleurs européens, dans l'UE et au Royaume-Uni**
- **La stabilité et la croissance de l'économie qui encourage de nouveaux investissements dans toute l'Europe.**